

Qu'est-ce que l'engagement mondial?

Sur le thème du congrès annuel de 2015 du BCEI

Sheila Embleton, MSRC

Université York, Toronto
embleton@yorku.ca

Qu'est-ce que l'engagement mondial?

C'est une expression que l'on entend partout ces temps-ci, et chacun des mots qui la composent sont utilisés de plus en plus à part entière comme mot à la mode dans les slogans universitaires et commerciaux ou encore dans les documents de planification.

En tant que linguiste, ma première réaction est toujours d'essayer de définir les mots composant l'expression avant d'essayer de définir l'expression en elle-même.

Le dictionnaire Larousse définit « mondial » comme étant « relatif au monde entier, à l'ensemble des États; qui concerne, implique le monde entier ». « Mondial » a une portée beaucoup plus grande que le simple « international », qu'il tend maintenant à remplacer, générant un aspect bien plus global.

« Engagement » est plus difficile. Les définitions les plus courantes indiquent qu'il s'agit d'un « acte par lequel on s'engage à accomplir quelque chose; promesse, convention ou contrat par lesquels on se lie », ou l'« action d'engager quelqu'un, de recourir à ses services ». Des définitions plus spécialisées existent aussi en comptabilité, par exemple, où il s'agit de l'« ensemble des obligations envers des tiers ». Récemment, il a aussi été défini comme « le fait de prendre parti ». Ce que toutes ces définitions ont en commun, c'est le sentiment de promesse et d'implication de deux parties. Une « interaction sérieuse et significative » serait donc peut-être une bonne définition dans le contexte qui nous intéresse.

Combinons maintenant « mondial » et « engagement » et nous avons une définition de l'« engagement mondial » donnant quelque chose comme cela : « une interaction sérieuse et significative avec le monde dans son ensemble ». On peut dire que c'est ambitieux!

Les bureaux internationaux de nombreux universités et collèges anglophones du Canada et des États-Unis y compris certains des plus prestigieux, ont récemment été nommés/renommés pour comprendre l'expression anglaise correspondante « global engagement » (parlons par exemple de UC Berkeley, Brown, U California à Irvine, Chicago, Duke, Northwestern, Rochester et Victoria). Si l'« engagement mondial » n'est pas l'un des principaux

moteurs du plan stratégique de votre établissement, cela veut probablement dire que votre établissement n'a pas renouvelé son plan stratégique depuis quelques années.

Malgré leur changement de nom ou d'image de marque, ces bureaux s'occupent de la même liste de fonctions, à une ou deux près : la gestion des possibilités d'études à l'étranger, la gestion des programmes d'échange de partenaires, la facilitation des collaborations internationales de recherche, les questions de visa et de permis de travail pour les étudiants et enseignants arrivant au Canada et partant à l'étranger, l'orientation des étudiants arrivant au Canada, les séances pré-départ pour les étudiants allant à l'étranger, le recueil et l'actualisation des données sur les activités internationale, et l'accueil de délégations internationales. Cette liste comprend peu souvent des activités en amont, comme la promotion des activités internationales existantes, la recherche de partenariats internationaux possibles, la direction d'efforts d'internationalisation des cursus, la réflexion sur les implications pour l'enseignant en salle de classe internationale ou encore la création d'une stratégie sur des activités orientées sur l'international. Les langues et la culture ne sont presque jamais mentionnées, puisqu'on suppose que ce monde internationalisé fonctionne en anglais avec une version de la culture anglo-américaine. S'il existe une stratégie sur l'« engagement mondial » ou les « affaires internationales », elle doit venir d'ailleurs dans l'établissement, puisque les bureaux de l'engagement mondial, malgré leur expérience et leur exposition directe, ne semblent pas s'en charger.

Pourquoi se soucier de l'engagement mondial?

Deux raisons sont couramment citées.

L'une de ces raisons est très importante : pour que nos diplômés puissent être considérés comme des « citoyens du monde » instruits et/ou « prêts pour le marché du travail » dans le monde d'aujourd'hui, un certain niveau de compétence internationale est nécessaire. Que nos diplômés travaillent au Canada ou à l'étranger, ils auront besoin de travailler avec d'autres personnes d'origines très diverses et variées. Cela pourrait se voir davantage dans certains domaines (comme les finances) que dans d'autres, mais le besoin est là, quel que soit l'emploi et où qu'il soit.

La deuxième raison est plus abstraite, mais peut-être plus convaincante : avec les technologies et les transports modernes, le monde n'a jamais été aussi petit. Les nouvelles se déplacent plus vite, les gens se déplacent plus vite et plus loin, les innovations se propagent plus rapidement, les idées se propagent plus rapidement, les maladies se propagent plus rapidement, etc. Il devient véritablement banal de mentionner que les grands problèmes d'aujourd'hui, qui ont besoin de solutions nouvelles et novatrices, sont principalement des problèmes mondiaux

Engagement mondial : interaction sérieuse et significative avec le monde dans son ensemble.

Pour être prêt à bien vivre et de façon responsable dans le monde d'aujourd'hui et de demain, l'éducation doit aussi faire intervenir l'engagement, et pas simplement une exposition fugace, avec différentes perspectives sur ces enjeux problèmes inéluctables.

qui vont bien au-delà des frontières nationales, culturelles et de génération, et dont aucune nation ne peut s'isoler : les changements climatiques, la fonte des glaciers, le climat extrême, la circulation mondiale des migrants et réfugiés, la pollution de l'air et de l'eau et la propagation des maladies, le terrorisme et le cyberterrorisme, etc. Pour être prêt à bien vivre et de façon responsable dans le monde d'aujourd'hui et de demain, l'éducation doit aussi faire intervenir l'engagement, et pas simplement une exposition fugace, avec différentes perspectives sur ces enjeux problèmes inéluctables.

Sommes-nous engagés mondialement au Canada?

En tant que nation, nous aimerions dire oui, parce que nous pensons à notre population et à nos politiques multiculturelles, ainsi qu'à l'image que nous avons de notre nation. Mais comme l'*Economist* (12 septembre 2015) le remarque, les données prouvent le contraire depuis 1995, où nos dépenses sur l'« engagement mondial » (défini comme défense et aide au développement) ont commencé un déclin marqué. Nous nous plaçons en bas des classements des pays du G7, « même d'autres pays de milieu de classement avec des économies ouvertes ».

En tant qu'éducateurs internationaux, nous avons peut-être une meilleure idée de nos points faibles et nous rendons compte qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. D'un côté, selon un rapport de décembre 2014 d'Universités Canada, seuls 3,1 % des étudiants en université ont une expérience internationale dans le cadre de leur programme de premier cycle, ce qui n'a pas changé en huit ans, malgré le fait que presque toutes les universités aient le mot « international » dans leur plan stratégique. En outre, la préférence des étudiants pour les expériences internationales reste confinée aux pays anglophones, à la France et à l'Allemagne, ce qu'on ne peut pas vraiment appeler « engagement mondial ». Nous savons aussi très bien que malgré le rapport du comité consultatif de Chakma sur la stratégie du Canada en matière d'éducation internationale (2012), trop peu de fonds ont été débloqués pour concurrencer d'autres pays (comme

l'Australie) pour promouvoir l'éducation canadienne (pour faire venir des étudiants internationaux au Canada) ni pour que les étudiants canadiens passent assez de temps à l'étranger pour avoir une expérience authentique (à l'exception du financement fédéral du programme Mitacs Globalink, qui envoie désormais des étudiants canadiens à l'étranger en plus de faire venir des étudiants internationaux au Canada, et du programme récemment lancé de bourses du jubilé de diamant de la Reine Elizabeth II). Mais si nous voyons les choses comme elles sont, est-il pratique de s'attendre à ce qu'un nombre beaucoup plus grand d'étudiants en université et collège puisse avoir une expérience internationale dans le cadre de leur éducation de premier cycle?

Voici comment y arriver

À quoi ressemble l'engagement mondial, et comment pouvons-nous y parvenir?

À 3,1 %, nous avons beau nous en tirer mieux que les États-Unis (mobilité de 1,4 %), mais pas aussi bien que l'Europe où le programme Erasmus+ s'est fixé l'objectif ambitieux d'une mobilité de 20 % d'ici à 2020. Mais si une mobilité beaucoup plus grande est notre seule définition de l'engagement mondial, voués à l'échec. Imaginez que nous ayons dix fois les fonds que nous avons présentement, et que cela mène à une mobilité d'environ 30 % (ce qui serait un accomplissement merveilleux), que ferions-nous pour les 70 % restants? Ne devraient-ils pas aussi avoir une instruction qui les mène à l'engagement mondial?

Si une mobilité beaucoup plus grande est notre seule définition de l'engagement mondial, voués à l'échec.

Ainsi, la clé de la réussite doit être une forme d'« internationalisation locale ». En outre, même les étudiants qui vont à l'étranger considèrent souvent cette expérience comme un « extra » et le séparent au lieu de l'intégrer à leur expérience globale d'éducation. Cela va aussi dans le sens de l'« internationalisation globale » comme stratégie préférée d'établissement, avec grande réorientation de la mission de l'établissement vers l'engagement mondial, y compris en particulier le cursus et les « qualités personnelles ».

Sans cela, la mobilité et nos outils actuels ne seront pas suffisants pour produire des diplômés qui sont de meilleures citoyens, des citoyens qui ont assez de connaissances et qui s'engagent dans le monde, avec les compétences et attitudes qu'il faut pour les faire aller plus loin, eux et leur pays.

Bibliographie

- Beelen, J. & Leask, B. (2011). « Internationalisation at home on the move ». *Internationalisation of Higher Education Handbook*. Berlin: Raabe Academic Publishers.
- Bureau canadien de l'éducation internationale (2013). *Un monde à apprendre : Résultats et potentiel du Canada en éducation internationale*. Version anglaise récupérée le 10 août 2014 à http://net.cbie.ca/download/CBIE_A%20World%20of%20Learning_English_web%20high%20res.pdf
- de Wit, Hans & Fiona Hunter (2014). « Internationalization of Higher Education at the Crossroads ». *International Higher Education* numéro 78: numéro spécial 2014, page 2.
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (2012). *L'éducation internationale : un moteur-clé de la prospérité future du Canada* (rapport final). Comité consultatif sur la stratégie du Canada en matière d'éducation internationale. Version anglaise récupérée le 25 août 2012 à <http://www.international.gc.ca/education/report-rapport/strategystrategie/index.aspx?view=d>
- Parlement européen. (2015, juillet). *Internationalisation of Higher Education*. [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/540370/IPOL_STU\(2015\)540370_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/540370/IPOL_STU(2015)540370_EN.pdf)
- Hudzik, J.K. (2011). *Comprehensive internationalization: From concept to action*. Washington, DC: NAFSA: Association of International Educators. www.nafsa.org/uploadedFiles/NAFSA_Home/Resource_Library_Assets/Publications_Library/2011_Comprehen_Internationalization.pdf
- Leask, Betty (2014). « Internationalizing the Curriculum and all Students' Learning ». *International Higher Education* numéro 78: numéro spécial 2014, pages 5-6.
- Reisberg, Liz (2015). « Internationalization for Everyone? » *Insider Higher Ed*, 12 octobre 2015. <https://www.insidehighered.com/blogs/world-view/internationalization-everyone?width=775&height=500&iframe=true>
- UNIVCAN (2014, décembre). *Universités canadiennes dans le monde : Enquête de l'AUCC sur l'internationalisation*. <http://www.univcan.ca/fr/salle-de-presse/publications/les-universites-canadiennesdans-le-monde-sondage/>

Le BCEI souhaite remercier Sheila Embleton d'avoir préparé cet article pour lancer et enrichir la réflexion sur le thème de notre congrès de 2015, *Engagement mondial : traverser les frontières, rapprocher les générations*.

Publié avec son aimable autorisation.

© BCEI et Sheila Embleton

Sheila Embleton, MSRC, est professeure de recherche émérite de linguistique à l'Université York. Elle était vice-présidente aux affaires scolaires et rectrice à York (2000-2009), doyenne associée des arts (1994-2000), présidente du Conseil d'Ontario des vice-présidents aux affaires scolaires (Ontario Council of Academic Vice-Presidents, 2004-2008) et du Conseil national des vice-présidents aux affaires scolaires (National Vice-Presidents Academic Council, 2006-2007). Elle a fait des études de mathématiques (baccalauréat, maîtrise, Toronto) et linguistique (doctorat, Toronto). Elle s'intéresse beaucoup aux nombreux enjeux stratégiques et pratiques des études supérieures contemporaines, au Canada et à l'étranger (surtout en Europe et en Inde), et se fait la défenderesse de l'internationalisation de l'éducation et de l'accès aux études supérieures au mérite plutôt que pour des facteurs sociaux, financiers ou géographiques. Elle a travaillé dans de nombreux aspects des relations scolaires entre le Canada et l'Inde, et s'exprime souvent, au cours de conférences ou par écrit, sur l'évolution rapide de la scène des études supérieures d'Inde. Elle est présidente ou présidente sortante de nombreuses organisations académiques dans ses domaines et préside actuellement la fondation des amis canadiens de l'éducation de Finlande (Canadian Friends of Finland Education Foundation), est membre du conseil d'administration de l'Institut Fields pour la recherche en sciences mathématiques (Fields Institute for Research in Mathematical Sciences), membre du conseil d'administration et aussi du comité des examinateurs du TOEFL. Elle est ancienne membre du conseil d'administration du BCEI, de MITACS et de Mprime Networks.

RAPPORT SUCCINCT DU BCEI

Bureau canadien de l'éducation internationale

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs.
Also available in English.

Bureau canadien de l'éducation internationale
220, avenue Laurier Ouest, bureau 1550
Ottawa (Ontario) K1P 5Z9

613-237-4820
www.cbie-bcei.ca
research-recherche@cbie.ca

